

Riad El-Ghonemy, M. (1990) *The Political Economy of Rural Poverty, the Case of Land Reform*. Londres, Routledge, 337 p. (ISBN 0-415-04082-5)

Lise Pilon

Volume 36, Number 97, 1992

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/022251ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/022251ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)

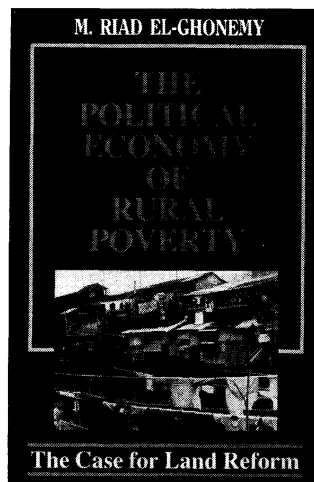
1708-8968 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Pilon, L. (1992). Review of [Riad El-Ghonemy, M. (1990) *The Political Economy of Rural Poverty, the Case of Land Reform*. Londres, Routledge, 337 p. (ISBN 0-415-04082-5)]. *Cahiers de géographie du Québec*, 36(97), 109–111.
<https://doi.org/10.7202/022251ar>

RIAD EL-GHONEMY, M. (1990) *The Political Economy of Rural Poverty, the Case of Land Reform*. Londres, Routledge, 337 p.
(ISBN 0-415-04082-5)



Les ouvrages sur la réforme foncière sont devenus rares au cours des 15 dernières années. Dans les pays les plus pauvres, la réforme foncière serait-elle une alternative valable pour réduire les inégalités, combattre la pauvreté et améliorer la qualité de vie des petits paysans et des ouvriers agricoles? Pourquoi la réforme foncière comme moyen de résoudre ces problèmes a-t-elle été écartée par les économistes et les décideurs politiques depuis 1980? L'ouvrage de M. El-Ghonemy y répond au moyen de l'économie politique qui remet en question les paradigmes de la science économique autant que les pratiques politiques des pays industrialisés et des agences internationales en intégrant la prise en compte de l'histoire, des facteurs sociaux et politiques dans l'analyse économique.

L'auteur propose de vérifier trois hypothèses par l'analyse statistique des indicateurs socio-économiques compilés pour vingt pays et de l'étude de quelques cas de réforme foncière qui se formulent ainsi: 1) dans les pays du tiers-monde, la propriété foncière est régie par des mécanismes institutionnels socio-politiques plutôt que par le marché; 2) plus la concentration foncière est forte dans un pays, plus grande est la pauvreté absolue des paysans et des ouvriers agricoles; et 3) l'accroissement de la productivité agricole ne dépend pas de la concentration des terres.

L'ouvrage se divise en trois parties. La première identifie les causes du changement idéologique qui a occulté la question de la réforme foncière durant la décennie 1980 dans la discipline économique autant que chez les décideurs politiques aux niveaux national et international. La deuxième présente le cadre conceptuel de référence pour analyser l'impact des réformes agraires en termes de réduction de la pauvreté rurale. La troisième teste les hypothèses à l'aide d'études de cas de réformes foncières complètes et partielles au niveau de leurs effets sur la réduction de la pauvreté rurale.

Le premier chapitre fait état d'une forte progression de la pauvreté rurale depuis 1980 en soulignant à quel point la situation s'est détériorée. Les ruraux

pauvres en état de pauvreté absolue et de malnutrition ont augmenté de 168 à 180 millions entre 1979 et 1987. Ce sont des femmes, des ouvriers agricoles, de petits paysans et des enfants illettrés et incapables de se défendre face à la corruption des bureaucraties et à l'exploitation des propriétaires fonciers et des usuriers.

Le second chapitre analyse les changements ayant conduit à nier l'importance de la réforme foncière comme solution à la pauvreté rurale par l'imposition d'une idéologie néo-conservatrice de «laisser-faire» aux États-Unis et dans les agences internationales alors que la pauvreté des ruraux du tiers-monde n'a fait que s'accroître.

Les chapitres 3, 4 et 5 exposent le cadre de référence théorique: les caractéristiques d'une réforme foncière complète, l'évaluation de l'efficacité productive des grandes fermes capitalistes et, enfin, l'élaboration de trois hypothèses sur les liens entre le degré de concentration des terres et le niveau de pauvreté absolue.

Les chapitres 6 et 7 vérifient empiriquement les hypothèses par l'analyse des résultats des réformes foncières en Chine, en Corée du Sud, en Irak, à Cuba et en Égypte et par une comparaison quantitative entre 20 pays.

En conclusion, l'auteur recommande de préférer la réforme foncière à une politique de «laisser-faire» car elle a fait la preuve de son efficacité dans certains pays. Il prévoit une recrudescence de violence engendrée par le désespoir dans les pays les plus pauvres par suite des effets pernicioeux de l'idéologie néo-conservatrice qui est une «médecine fiscale et monétaire à court terme» qui ne résout aucun problème et au contraire les aggrave. Pour lui, les espoirs de changement ne peuvent venir des gouvernements des pays du Sud car ils sont trop fortement dépendants des pays industrialisés et des agences internationales où domine l'idéologie du «libre marché». L'espoir se situe au niveau de l'alliance entre les organisations non gouvernementales, les organisations informelles de groupes de base comme les syndicats agricoles et les mouvements paysans et des intellectuels engagés qui pourraient donner le droit d'expression aux ruraux pauvres par une action collective efficace.

Cet ouvrage a le mérite de nous faire prendre conscience des effets sociaux réels des idéologies. En effet, il fait une démonstration scientifique rigoureuse des effets désastreux de l'idéologie néo-conservatrice de «laisser-faire» qui a réussi à s'imposer comme idéologie dominante dans la décennie 1980. L'effet des politiques mises en oeuvre a été d'enrichir les riches, d'appauvrir les classes moyennes, de jeter dans la misère les classes pauvres des pays du Nord, mais surtout d'aggraver jusqu'à l'intolérable la misère des ruraux pauvres des pays du Sud. Jamais les inégalités n'ont été aussi profondes entre une minorité riche qui gouverne le monde selon ses diktats et plusieurs centaines de millions de personnes dont les droits les plus élémentaires sont niés à chaque jour par un système économique injuste. Jamais non plus ne s'est imposée avec autant de force l'idée que le statu quo est insoutenable et risque de conduire l'ensemble de la planète à la destruction. Les forces qui aggravent la misère des ruraux pauvres du tiers-monde et les entassent dans des villes devenues monstrueuses et inhabitables sont aussi celles qui

détruisent les environnements naturels partout sur la planète, qui pillent les ressources non renouvelables et qui polluent l'air, l'eau et les sols. Remettre à l'ordre du jour la réforme foncière pourrait être un moyen de faire cesser l'exploitation éhontée des ruraux pauvres des pays du tiers-monde, comme le soutient M. El-Ghomeny. Ce serait insuffisant sans un profond changement de mentalités qui redéfinisse les rapports économiques et politiques entre le Nord et le Sud en mettant l'accent sur la revalorisation de l'agriculture paysanne et de l'auto-suffisance alimentaire ainsi que la défense des droits des plus pauvres dans un contexte démocratique. Cela suppose la fin de l'économisme à courte vue qui, en maintenant le statu quo, aggrave la pauvreté et détruit la nature sur l'ensemble de la planète.

Écrit dans un langage clair et concis qui évite le jargon scientifique, l'ouvrage de M. El-Ghomeny s'adresse à un public cultivé ayant des notions en science économique et préoccupé par la question du développement et de la pauvreté. La démonstration est dense, appuyée par des statistiques et des tableaux mais aussi par les expériences de l'auteur dans différents pays. Les concepts sont bien définis et le mode d'exposition suit une logique rigoureuse.

En somme, un ouvrage important à lire pour comprendre l'ampleur de l'échec du modèle occidental de développement dans les pays les plus pauvres.

Lise Pilon
Département d'anthropologie
Université Laval